

L'ÉTAT
EN AFRIQUE

FITILA

BURUNDI

TRADUCTION

AHMADOU
AHIDJO

AFRIQUE
DU SUD



MAGAZINE

La banalisation de l'État africain A propos de *L'État en Afrique* de J.-F. Bayart*

A bien y réfléchir, la formulation du titre surprend. Comment se fait-il que cet État aux mille racines anthropologiques et historiques, que cet État bien africain, se trouve véritablement métamorphosé en une abstraction stylistique (*L'État en...*). Car à lire et relire l'ouvrage, on n'y trouve pas de définition même minimale de l'État, fut-il en Afrique, d'Afrique ou africain. C'est d'ailleurs tout le sens de la démarche de l'auteur et c'est tout simplement impossible si l'on adhère à sa perspective de sociologie historique. J.-F. Bayart, en effet, file comparaisons, analyses, hypothèses et raisonnements en un mouvement à la fois répétitif et spiralé dont on se demande parfois s'il se dirige vers un objectif identifiable et un objet précis. Je m'entends. *L'État en Afrique* est un livre très important. C'est même l'ouvrage qui nous manquait en France et dont on peut penser que

l'apport dépasse de loin les équivalents anglo-saxons. C'est un ouvrage très lisible, sans appareil de notes (1), qui fourmille d'idées et d'études de cas. Le ton est ouvertement problématique, l'information exhaustive, la démonstration sociologique et historique à souhait. Le genre relève plutôt de l'essai que de la synthèse pédagogique ou érudite. En un mot, c'est un ouvrage accessible. Toutefois, à la séduction de la première lecture succèdent les questions (parfois sans réponses) d'une relecture attentive et critique. Les remarques qui suivent porteront ainsi sur qua-

* *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989, 439 p.

(1) Les appels de note renvoient en fait à une impressionnante bibliographie. Mais à ce compte là, il eut été plus pédagogique d'utiliser le système dit américain de renvoi direct par nom d'auteur, ce qui nous eût donné une bibliographie en bonne et due forme.

tre points : le cheminement de la démonstration et son écriture (l'organisation et la disposition des arguments); la nature de la (des) problématique(s); la technique d'analyse empirique et, enfin, les principes méthodologiques.

Les cailloux blancs du Petit Poucet

J.-F. Bayart nous présente un *vade mecum* aux pages 15 et 16. Les données de l'histoire, de l'anthropologie et de la sociologie le conduisent à raisonner « en termes de formation d'une classe dominante et de recherche hégémonique » (2). Cette recherche, qui connaît plusieurs scénarios, est avant tout une stratégie des acteurs politiques dont l'enjeu est l'accumulation. L'État en Afrique, c'est, comme l'indique son sous-titre, la politique du ventre. L'inspiration manducatrice (pour reprendre une autre expression de l'auteur) de cette ligne générale est ambiguë. Tout d'abord, elle risque d'aboutir à l'effet inverse des intentions de l'auteur. La lecture rapide, cela existe aussi chez les chercheurs et dans le public cultivé. Beaucoup de collègues africains ne comprendront pas qu'une image populaire soit érigée en hypothèse anthropohistorique. Bref, la politique du ventre nous promet de belles polémiques sur le statut ordinaire mais spécifique de la « gouvernamentalité » en Afrique. Je discuterai plus loin la pertinence de cette vision théorique, mais il me paraissait nécessaire de construire dès maintenant un garde-fou contre les xénophobies inconscientes ou volontaires qu'une telle image ne peut manquer de réveiller. Mais si je me trompe, tant mieux.

L'ambiguïté seconde est celle qui consiste à situer l'État dans le sillage de cette stratégie et à organiser toutes les cultures politiques dans une constellation ventrifique (3). Il n'en est rien à lire tout le livre mais justement, on peut s'interroger légitimement sur une idée qui n'est qu'une image. En effet, la pluralité des registres thématiques est l'une des richesses, l'un des charmes, mais aussi l'un des dangers de cette méthode d'écriture. Critique des théories hypothèses partielles, propositions théoriques, exemples (5 à 20 lignes), études de cas (1 à 3 ou 4 pages) se suivent et s'influencent réciproquement. Ainsi, on peut repérer plusieurs voies (comme en alpinisme) pour arriver au sommet. Cette répétition des itinéraires (4) est stimulante mais, à la fin, on y perd le sens de l'État ! L'auteur épuise tour à tour et de façon constructive les théories politologiques, l'anthropologie historique, la sociologie des classes sociales, l'histoire politique, l'individualisme méthodologique. Ce labyrinthe débouche finalement sur une mauvaise surprise : l'État n'est pas là où l'on vient de passer ; il est ailleurs. L'espace social, la gouvernamentalité elle-même ne sont que des genres discursifs. L'État rhizome s'abîme dans la mer des « significations imaginaires sociales » (C. Castoriadis).

Une telle écriture est laxiste. Les points forts de la démonstration finissent par disparaître dans

(2) *Op. cit.*, p. 15.

(3) Cela semble être le cas puisque les Églises chrétiennes sont soumises, elles aussi, à la politique du ventre. Voir le numéro 35 de *Politique africaine* (octobre 1989) consacré à « L'argent de Dieu » et dirigé par J.-F. Bayart.

(4) J'en vois quatre : l'introduction et chacune des parties.

la masse des idées et des faits. L'auteur procède par récurrence et/ou concrétions analytiques. Mais celles-ci apparaissent plus comme aléatoires que comme nécessaires. Certes, J.-F. Bayart nous avertit dans l'introduction de l'ordre approximatif du politique (représenté par là G. Balandier). Mais l'historicité, la pluralité des registres référentiels, la multiplicité des regards peuvent se comprendre comme une réalité objective (la nature de *l'État en Afrique*) ou au contraire subjective (les énonciations... de l'analyste). Bref, on passe sans s'en rendre compte des incompétences des autres discours (épinglés toujours avec justesse par l'auteur) aux incomplétudes de l'objet, celles-ci étant tour à tour empiriques (les limites de nos connaissances) et théoriques (la société, l'État sont inachevés, etc.). Cet étagement des interprétations de l'auteur n'existe que dans ma lecture analytique. Dans la réalité du texte (5), elles sont très imbriquées.

La force du livre, c'est paradoxalement sa joyeuse incertitude et sa boulimie théorique indissociablement présentes comme les deux faces d'une même pièce. La portée synthétique de l'ouvrage s'en trouve pourtant affaiblie d'autant (du moins pour le lecteur ignorant la littérature utilisée par l'auteur). Ces remarques aboutissent au constat que dire autre chose sur l'État africain est un travail de longue haleine. Il y a ici réappropriation, réinterprétation, récupération de plusieurs expériences scientifiques étrangères à la science politique. Ce mouvement révèle que le politologue africaniste doit se dépayser, s'expatrier en quelque sorte, pour reconstruire en thèmes respectables, en traditions reconstruites, ce qui fait déjà naturellement partie de la

science politique occidentalocentrique. Cette volonté s'identifie à un mouvement plus large (celui de *Politique africaine* par exemple) et devient un désir de justification. Fort bien. Mais se mettre « à niveau » en conservant certaines pistes encore brouillées, c'est marcher à son tour sur un pont de lianes (6) peut-être fragile. Le livre est inachevé : est-ce parce qu'il est un prolégomène à cette science de l'énonciation que J.F. Bayart appelle de ses vœux depuis longtemps (7) ou parce que la méthode est insuffisamment au point ?

Georges, Michel, Antonio, Raymond et les autres : une théorie à géométrie variable ?

J.-F. Bayart se laissait aller jadis à un *patchwork* citationnel et théorique qui irritait quelque peu. Cette habitude a disparu mais la volonté interprétative manifeste est toujours du ressort d'un certain bricolage. Bricolage subtil constitué à la fois d'inspiration, de problématique, globales et de problématiques partielles. La référence tutélaire, à mon avis (et j'ai, bien entendu, mes raisons), c'est G. Balandier. Voici la suite toute logique et naturelle à *Anthropologie politique* vingt ans après. Tout y conduit : l'inachèvement, le rôle des soubassements anthropologiques et historiques, le politique comme forme de phénomène social total, la modernité en acte. Certes, il s'agit d'un

(5) Le choix particulier de tel ou tel exemple serait à cerner de plus près.

(6) Voir l'image de la couverture et le commentaire de la dernière ligne du livre.

(7) Voir « L'énonciation du politique », *Revue française de Science politique*, 35, 3, juin 1985, pp. 343-373.

G. Balandier qui aurait forcé la dose de Gramsci par rapport à Weber, qui aurait découvert et utilisé Foucault. Pour avoir choisi les études africaines dans le mouvement des années soixante qui passait par cette anthropologie politique, je me sens à la fois heureux et inquiet. Heureux parce que le sujet est enfin remis sur les rails de façon magistrale et au goût du jour ; inquiet que mon anthropologie ait été incapable de produire une réflexion de ce genre. L'appellation disciplinaire importe peu, mais c'est un prêté pour un rendu : le détour politologique, déjà évident pour certains d'entre nous, va devenir indispensable si l'on veut éviter que l'anthropologie africaniste ne meure d'une insuffisance d'imagination sociologique.

Cependant, G. Balandier qui n'était pas très présent jusqu'alors dans l'œuvre de J.-F. Bayart, doit s'accommoder de trois personnages encombrants : Michel de Certeau, Michel Foucault et Antonio Gramsci. Ces sources d'inspiration bien connues persistent, mais c'est Antonio Gramsci, avec les notions de transformisme, de révolution passive et surtout de bloc historique, qui offre les concepts apparemment les plus opératoires sociologiquement. Le seul problème se situerait plutôt au niveau des autres références théoriques. Certes, celles-ci semblent préciser la pensée mouvante de l'auteur, mais les préférences pour les procédés de l'énonciation risquent de nous faire quitter la voie royale de l'historicisme. Enfin, il y a le petit zeste d'individualisme sociologique à la Raymond Boudon qui facilite l'évocation de la personnalisation du pouvoir en Afrique noire.

Le « ventre » du livre est consacré à la recherche hégémonique.

Cette problématique ancienne se présente comme une série d'hypothèses et de scénarios. Elle correspond à un triple enjeu : la définition idéologique et territoriale d'un nouvel espace de domination ; l'opportunité d'une véritable accumulation primitive ; les avantages de la détention du pouvoir légitime. Cette hypothèse centrale permet à l'auteur d'évoquer une possible séniorité absolue de l'État et de reprendre, bien qu'il ait fait semblant de les abandonner, les notions anthropologiques au fondement de la démonstration de *L'État au Cameroun*. Les scénarios de la modernisation conservatrice, de la révolution sociale sont bien vus mais n'ont pas l'importance épistémologique du scénario dit intermédiaire « d'assimilation réciproque des élites ». Assimilations réciproques et alternatives, simultanées, mouvements de stabilité et de divorce imposent la longue durée pour savoir si la structure de l'inégalité « est en voie de s'inscrire dans les profondeurs de la société et est susceptible de se reproduire dans l'avenir » (8). Mais cette hypothèse forte débouche sur un agnosticisme : haro sur la typologie ! Toutefois, pris de remords, l'auteur décide d'examiner les sites et procédures de l'assimilation réciproque en reprenant la distinction société politique — société civile. Cette valse hésitation l'oblige cependant à aborder ouvertement le thème (apparemment ringard si on a bien compris le livre) des pratiques politiques : l'idéologie, la chefferie, la bureaucratie, les élections, le parti. Voici donc parcourus les deux tiers du livre pour parvenir à la vie politique proprement dite ! L'auteur analyse les manœuvres de

(8) *Op. cit.*, p. 197.

sociabilité malheureusement trop souvent oubliées comme les funérailles, les mariages ou les campagnes électorales. Il met en lumière l'hétérogénéité des positions sociales et des situations géographiques. Cette vision kaléidoscopique suggère une trajectoire, une multidimensionnalité qui seraient au principe du bloc historique post-colonial.

La force de cette problématique à laquelle je souscris totalement est... problématique. Car, dans la troisième partie, Sisyphé Bayart repart de plus belle avec un nouvel habillage méthodologique. Prudence, puisque « *l'hypothèse de la recherche hégémonique quels que soient les rappels théoriques dont on entoure l'emploi des concepts gramsciens incline trop à la téléologie pour que l'on fasse l'économie d'une réflexion supplémentaire* » (9). D'ailleurs, J.-F. Bayart doute que « *le processus de la recherche hégémonique parvienne à maturation* » et que les groupes dominants soient capables de « diriger » la société (au sens intellectuel et culturel que ce terme comporte d'après le concept de bloc historique). Je souscris encore plus volontiers à ces deux réserves de la page 258. Cependant, je ne vois pas ce qu'il y a de téléologique dans l'affirmation de l'existence d'un mouvement historique et social, qui plus est, contradictoire et conflictuel. De peur de sombrer dans le déterminisme sociologique dont il s'est tenu au plus loin, l'auteur revient sur des positions faibles. Réseaux, factions, entrepreneurs, domination, escapade, autant de compléments nécessaires qui dynamisent à souhait la généalogie socio-historique de l'État. Mais j'y vois, malgré la nécessité et la pertinence du propos, comme la présence d'une nouvelle hypothèse

théorique qui va réduire la gouvernamentalité à une intertextualité, à une relation dialogique, à une volatilité versatile et brownienne.

Les faits sont-ils têtus ?

C'est là un des points forts de l'ouvrage. Il provient de la remarquable « assimilation réciproque » des sources. Il sera possible de classer exemples, études de cas et d'examiner leur jeu propre, leur position dans les développements. La première impression est positive : la démonstration produit systématiquement du savoir concret, repris plusieurs fois dans les analyses. De temps à autre (probablement une douzaine de fois au cours de l'ouvrage), de longues citations de documents ou une véritable étude de cas interrompent le rythme extrêmement rapide et cumulatif de l'écriture. En fait, cette maîtrise de l'information pose problème pour deux raisons méthodologiques : l'auteur ne s'interroge pas sur la « qualité » de la fabrication de l'exemple dans la littérature qu'il utilise et il traite rarement la matière ainsi sélectionnée de manière comparative. Certes, cet ouvrage n'est pas un traité de méthode mais il eut été pédagogique de travailler également à ce niveau, y compris lorsque l'information provient de... J.-F. Bayart lui-même ! Cette évidence des faits est en contradiction avec l'incertitude systématique de l'analyse. Elle donne parfois l'impression que les exemples sont autant d'illustrations et d'anecdotes. Bref, sur ce point, l'auteur en fait trop ou pas assez. Je sais qu'il y aurait matière alors à un deuxième volume (sans comp-

(9) *Idem*, p. 257.

ter tous les volumes supplémentaires que l'auteur suggère de lui-même), mais c'est à méditer : dans ce domaine, les Français ne sont pas des plus performants (10).

Bien entendu, mes reproches sont peu fondés dans la mesure où l'auteur a dû accomplir cet effort au cours du processus de sélection des exemples eux-mêmes. Mais il aurait alors fallu décrocher par moments pour passer à l'explication et du cas et de son analyse. Malgré la distanciation théorique permanente de l'auteur, il y a là comme une lacune cruciale.

Où est donc passé le Discours de la Méthode ?

La Méthode (avec un M) est un défaut bien français et la qualité de cet ouvrage est à l'évidence d'y échapper. Le message de la démarche est par lui-même effet de méthode et de critique du sens commun. Cela dit, J.-F. Bayart est adepte d'un style plus théoriciste que méthodologique alors que tout son exercice, à mes yeux du moins, est un discours de la méthode démonstrative.

Il y a d'abord l'interdisciplinarité. Elle ne va pas de soi : le panorama critique des études africaines de l'introduction est d'une très grande pertinence. L'auteur s'interdit toutefois à la lumière de cette lecture et de ses emprunts de définir la future tâche de cette coopération. Car enfin, si la science politique nous prend le peu de pain que nous avons à la bouche, que va-t-il nous rester ? L'historicité tant recherchée est d'ailleurs bien mal en point et la très grande faiblesse des travaux en histoire sociale en France consacrés à la période coloniale explique en par-

tie ce retard des sciences de la politique moderne. J.-F. Bayart valorise une espèce de coopération pragmatique. Quelles qu'en soient les raisons, cette vision du monde est timide car il nous faut, en cette époque de désengagement ou de déclassement du Sud, une attitude collective plus agressive. Le ton de l'ouvrage l'est indubitablement mais ce n'est pas, contrairement à ce qu'il laisse entendre, l'affaire de la seule science politique.

Nous avons déjà signalé les acquis et les lacunes du comparatisme. Je n'y reviendrai pas sinon pour souhaiter là aussi une ouverture prudente d'un comparatisme élargi dans le temps et l'espace à l'Europe et au reste du Tiers monde. En rendant évidente la spécificité africaine (mais je serai en désaccord sur ce point qui résulte plus de nos ignorances que d'un comparatisme approfondi), l'auteur a banalisé l'Afrique (11). Et c'est tant mieux !

Mais le refus typologique martelé tout au long de l'ouvrage risque d'être provisoirement stérile. D'abord, pour des raisons volontaires, une partie non négligeable de l'Afrique est restée à l'écart de la démonstration. Réciproquement et c'est bien normal, le Cameroun a la part belle. Alors, instrument de classement pour instrument de classement, recherches hégémoniques pour recherches hégémoniques : assimilations réciproques, ethnicités, réseaux, espaces politiques sont tous susceptibles d'un effort typologique. L'incertitude et la spécifi-

(10) Voir par exemple les fameux *Review Papers* de l'*African Studies Association* (et du SSRC) publiés régulièrement depuis 1981 dans *The African Studies Review*.

(11) « Oui banale, l'Afrique », *op. cit.*, p. 326.

cité laissent le lecteur — ou le collègue — incertain sur l'extrapolation des éléments analytiques. La production des configurations spécifiques conduit à des régularités. Il n'y a aucune honte à figer des instantanés de la réalité, ne serait-ce que pour consolider une approche qui peut paraître à certains comme extrêmement impressionniste.

En fait, la portée méthodologique réside dans le circonstancié et le minutieux, dans ces micro-analyses de quelques pages où l'auteur examine les effets de l'oralité ou de la fabrication réciproque (interne-externe) de la dépendance, de créolisation, de prédation étatique, des dynamiques intimistes, etc. C'est dans cette généralisation de niveau intermédiaire des phénomènes ordinaires qui font (et défont !) l'État en Afrique que J.-F. Bayart est le meilleur. Alors pourquoi nous promettre une suite énonciative qui risque d'en rester à l'inter-textualité... textuelle ? Les métaphores vont toujours au-delà de leurs intentions. A vouloir esquiver les divers inachèvements inéluctables de ce premier brassage synthétique, l'auteur peut courir le risque majeur de dévaloriser la portée proprement *politique* d'une telle

démonstration. C'est l'évidence même. J.-F. Bayart a joué les universitaires mais son ouvrage engage les partisans du renouveau et de la transparence politique en Afrique noire à lire enfin le *politique* là où il est, dans ses œuvres et dans sa quotidienneté. Le livre va dans le sens de toute une tradition des études africaines de perspective totalisante de l'analyse sociale. Il y a là un dialogue à amorcer car l'avancée épistémologique que représente cet ouvrage se doit d'être concrétisée rapidement par des perspectives plus empiriques et méthodologiques afin de pouvoir enfin réfléchir aux possibles cheminements futurs de la modernité et aux idéologies nécessaires à l'invention de la démocratie en Afrique. C'est, tout le monde en conviendra, une perspective peut-être un peu « utilitariste »... Mais la modernité politique en train de se faire n'est pas un luxe, un cadeau (empoisonné) de l'Occident : c'est la nécessité historique, même dans son déroulement paradoxal et brutal. A J.-F. Bayart de continuer son travail de défrichage ; il peut compter sur nous : nous ne serons jamais très loin derrière... ou devant !

Jean Copans